



## **Compte-rendu ATELIER 2 - EDUCATION & FORMATION au CHANGEMENT CLIMATIQUE en Afrique**

**Sommet Climate Chance -Afrique 2018**

### **FEUILLE DE ROUTE DE LA COALITION**

#### **EDUCATION & FORMATION au CHANGEMENT CLIMATIQUE en Afrique**

CliMates ; Les Petits Débrouillards ; Réseau Africain pour l'Education au Développement Durable (RAEDD) ; Institut National Polytechnique – Houphouet-Boigny ; Ecole des Métiers de l'Environnement / UniLaSalle ; France Volontaires.

*« Une bonne éducation est celle qui vous apprend à changer de chemin par rapport à de nouveaux objectifs » « Plutôt que de faire une éducation au développement durable, il faudrait faire une éducation pour le développement durable. » (J. Bregeon, Ecole des Métiers de l'Environnement / UniLaSalle)*

### **I – OU EN SOMMES-NOUS ?**

En Afrique où la population est très jeune, l'éducation et la formation professionnelle sont des éléments majeurs de lutte contre la pauvreté et d'adaptation aux changements climatiques qui touchent particulièrement le continent. L'Afrique dispose aussi d'un fort potentiel de valorisation des savoirs locaux, traditionnels et autochtones, dans ce contexte d'adaptation aux changements climatiques. Cet atelier a démarré sur l'identification de plusieurs constats.

1. L'éducation et la formation des populations sont des outils efficaces pour adresser les défis des dérèglements climatiques. En effet, l'éducation améliore la connaissance, la capacité de mieux comprendre et de traiter l'information, et l'évaluation des risques. Elle améliore aussi les statuts socio-économiques et le capital social. Tout cela participe de l'amélioration des compétences nécessaires pour s'adapter aux effets des changements climatiques. Cependant, il est difficile de délivrer une éducation de qualité dans un environnement d'apprentissage sûr dans plusieurs régions du continent africain, par manque de politiques en faveur de l'éducation.
2. De plus, les systèmes éducatifs en Afrique, à quelques exceptions près, sont parfois datés et inadaptés face à la crise climatique. Nous avons souvent constaté aussi que peu de formations sur le thème étaient mises à disposition des éducateurs et formateurs, même lorsque ces thématiques sont prises en compte dans certains curricula ; certainement par manque de moyens et de ressources humaines.



3. D'autre part, la volonté politique manque, et de nouvelles stratégies éducatives peinent à voir le jour. D'après le RAEDD, le Cameroun aurait ratifié des textes de loi dans le sens de la mise en œuvre d'une éducation au développement durable. Il en est de même des curricula actuels qui intègrent tacitement l'éducation aux changements climatiques, sous le couvert de certains modules. Seulement, les enseignants et les éducateurs ne sont pas imprégnés de la problématique. Ils n'en appréhendent pas grand-chose. Malheureusement, les décideurs qui sont censés rendre ces nouvelles notions accessibles semblent se contenter de décrets et des visions.  
Pourtant plusieurs pays africains sont déjà confrontés à la menace de catastrophes naturelles accentuées par le dérèglement climatique (désertification accélérée, inondations, recul des traits de côte etc.), mais n'ont pas les moyens pour s'adapter au changement climatique ou de formuler des politiques d'atténuation. S'ils veulent continuer sur la voie du développement durable, il faudrait consolider ces capacités.
4. De nombreux jeunes engagés dans la promotion de l'éducation aux changements climatiques se sont frottés au sujet dans l'informel, à travers l'éducation informelle et non formelle prônée par les acteurs non étatiques qui gagnent du terrain en Afrique. Beaucoup apprenant sur le tard et agissent très souvent comme des bénévoles, parfois sans comprendre la préoccupation globale de l'éducation au développement durable.
5. L'accès aux informations relatives à la crise climatique se pose comme une problématique majeure pour les éducateurs, formateurs et scientifiques. En effet, il existe une insuffisance de mutualisation des connaissances en éducation au développement durable, et souvent les données ne sont que très peu rassemblées dans des bases qui pourraient permettre d'établir des études approfondies afin de développer de meilleures politiques d'atténuation et d'adaptation.
6. Les participants à l'atelier ont aussi noté que les associations de protection de l'environnement dans les pays africains qui souhaitent effectuer des actions de sensibilisation ou de formation, doivent faire face à des problèmes de structuration interne qui diminuent l'efficacité et la portée de leurs actions. Ils ont aussi constaté que malgré quelques formations formelles qui existent malgré leur caractère onéreux, l'implication des jeunes reste insuffisante ; ils sont souvent peu mobilisés sur ces problématiques qui pourtant les touchent directement, laissant place à d'autres priorités comme la recherche d'emploi. D'autre part, il y a peu d'articulation entre les problématiques du changement climatique et les autres enjeux environnementaux : biodiversité, désertification, pollution, etc.
7. Quelques bonnes pratiques ont été présentées dans le cadre de l'atelier :
  - La BICICI a mis en place des projets à impact positif au niveau de ses collaborateurs. En Côte d'Ivoire plus particulièrement, cela a notamment permis de mettre en



œuvre de nouvelles techniques d'exploitation agricole (en bio ou en permaculture), ou encore la génération de biogaz à partir de déchets agricoles.

- Certaines organisations, comme France Volontaires, inscrivent le volontariat national et international dans les politiques climatiques et de transition écologique pour faciliter l'implication de la jeunesse auprès des acteurs de terrain. Elles permettent ainsi de mettre en place des réseaux qui coordonnent les jeunes avec les acteurs d'organisations de la société civile. Cet accompagnement forme les acteurs locaux dans la mobilisation volontaire afin d'amplifier l'impact et l'organisation de leurs actions. CliMates Mali rejoint ainsi France Volontaires sur la formation des jeunes en s'axant sur huit projets d'éducation non formelle tel que COP in My City, Sommet Vert, une Famille un Arbre, etc. Les universités, tel que l'Institut Polytechnique Houphouët Boigny, offre des formations adaptées aux nouvelles réalités en partenariat avec des universités européennes, tout en travaillant sur le terrain avec des ONG.
- Quant au RAEDD, ses actions concernent essentiellement des séminaires de renforcement des capacités des personnels scolaires dont le plus important reste l'initiative "Les personnels scolaires de Douala à l'école des changements climatiques" qui lui aura valu le label Cop22 Marrakech au Maroc et sa participation active audit sommet. Une stratégie pour outiller les personnels scolaires dans l'accompagnement des curricula et manuels scolaires qui intègrent déjà cette thématique. Conscient que les enseignants ne sauraient rester en marge de la protection du climat si l'on espère des actions cohérentes et organisées de la jeunesse dès la tendre enfance. A suivi le projet "Patrimoine culturel et historique du peuple autochtone Sawa et lutte contre la dégradation de l'environnement" qui lui aura valu de prendre part au sommet Climate Chance de septembre 2017 à Agadir. Désormais, il s'agit de « Campus stydioum sur la valorisation artisanale des déchets plastiques dans les écoles de Douala »

Même si la sensibilisation des jeunes et de la population locale de manière formelle ou informelle reste une priorité, les acteurs sur le terrain rencontrent une insuffisance de moyens financiers.

## **II – OU SOUHAITONS-NOUS ALLER ?**

*Comment redéfinir l'éducation face au traumatisme du Climat ?*

Afin de redéfinir l'éducation face aux nouveaux enjeux posés par le changement climatique, le système éducatif doit être revu et adopter un changement de comportement vis à vis de la problématique climat. L'éducation doit se pencher sur le développement durable, mais aussi sur la citoyenneté nationale et mondiale qui est vecteur de valeurs communes.



Éducation de la population à l'environnement : création de modules de formation des jeunes à l'environnement afin de généraliser et intégrer l'adaptation aux changements climatiques et la réduction des risques de catastrophes dans le secteur de l'éducation. Une éducation de qualité sur la thématique environnementale est un élément clé des capacités d'adaptation, c'est-à-dire des connaissances et des compétences nécessaires pour adapter les vies et les moyens d'existence aux réalités économiques, sociales et écologiques liées à l'évolution du climat. Cependant, pour que l'éducation ait un pouvoir transformateur, elle doit être basée sur :

- 1/ des processus d'enseignement et d'apprentissage actifs, inclusifs et participatifs
- 2/ des enseignants qualifiés et stimulants
- 3/ des liens avec les communautés et les problèmes locaux. En effet, la pratique et l'application des connaissances à des cas concrets (et à proximité) est nécessaire à la prise de conscience.

Campagne de sensibilisation auprès des adultes, notamment des politiques et des enseignants, comme par exemple la mise en œuvre du Programme d'action mondial (GAP) sur l'éducation pour le développement durable (EDD) de l'UNESCO. Retrouver la feuille de route détaillée et les quatre points stratégiques de mise en œuvre ici : <https://en.unesco.org/gap/implementation>

Renforcement des capacités des personnels scolaires afin qu'ils implémentent de manière éclairée l'éducation aux changements climatiques lorsque les curricula et les manuels scolaires les intègrent déjà, afin de les rendre plus réceptifs et plus engagés lorsque leur école est sollicitée par des acteurs extérieurs à l'école dans la dynamique des activités pratiques d'éducation aux changements climatiques.

Formation des élus. Diffusion de l'information et de bonnes pratiques que l'on peut recenser partout dans le monde. Ce type de formation permettrait de doter le continent africain de plus d'acteurs décisionnaires critiques, informés et sensibilisés sur le lien entre changement climatique et développement durable, des cadres qui seront capables d'assurer la veille stratégique éclairée pour la prise en compte de la dimension changement climatique dans le processus de la planification et de la budgétisation de projets et politiques publiques.

Implication des acteurs locaux spécialistes des enjeux techniques et de la formation pour garantir la qualité des informations transmises et le bon canal de dissémination et sensibiliser les jeunes et les responsabiliser dans la mise en œuvre de la stratégie d'information. Il convient aussi de diffuser les sites de formation qui existent sur le sujet, pour en faciliter l'accès.

Mobiliser et impliquer les acteurs des médias nationaux et locaux dans la communication et l'information du public, sans occulter de les outiller aussi, de les mettre à jour sur la préoccupation climat.



Enjeux de financement. Favoriser un accès régulier à des ressources financières directes et élaborer des mécanismes de financement inclusifs facilitant les partenariats pluri-acteurs (autorités, organisations spécialisées, organisations de jeunesse, organisations de volontaires, etc.). Créer aussi des partenariats entre associations du Sud pour leur permettre d'atteindre une taille minimum pour accéder aux financements et pour « cumuler » les connaissances sur les procédures des bailleurs. Ces mécanismes de financement permettraient le financement de formations d'appui à destination de petites structures et notamment de formations régionales regroupant plusieurs organisations (qui pourraient être utilisées pour du networking). Cet enjeu aura pour impact notamment de renforcer les NDCs des pays africains.

### III – COMMENT SOUHAITONS-NOUS Y ALLER ?

Il faut être réaliste sur la capacité des acteurs à se mobiliser dans des dynamiques collectives, sans animateur dédié 100% de son temps. L'Association Climate Chance ne peut mettre à disposition une ressource humaine à temps complet et compte sur les acteurs engagés dans la coalition.

A ce titre, il est proposé de cibler uniquement deux ou trois actions à inclure dans la feuille de route 2018/2019 pour être réalistes et de façon à pouvoir en mesurer les progrès.

- Mapping

Nous proposons que les membres de la coalition effectuent en continu un mapping d'acteurs intéressants, de bonnes pratiques, de projets particulièrement impactant et répliquables à grande échelle. Les membres de la coalition pourront communiquer ces éléments à l'Association Climate Chance qui se chargera de les mettre en valeur dans son Portail de l'action climat, dans sa Bibliothèque de ressources documentaires thématiques et dans le rapport annuel de son Observatoire.

Première proposition : la réalisation d'une cartographie approfondie des acteurs africains de l'éducation et de la formation au changement climatique, puis la mobilisation des acteurs majeurs qui ne seraient pas encore représentés dans cette coalition.

- Diffusion de l'information

Mise en place d'une liste de diffusion [education.af@climate-chance.org](mailto:education.af@climate-chance.org) destinée à favoriser les échanges entre les acteurs ayant participé à l'atelier. Il ne s'agit pas forcément de l'outil définitif, et une réflexion sera menée pour déterminer quel outil collaboratif pourrait être le plus efficace dans le cadre d'une dynamique multi-acteurs en Afrique.

Une liste de diffusion pour partager toute information pertinente sur le secteur : opportunité de financements, appels à projets, opportunités de formation, événements



intéressants, etc. Elle pourra accueillir progressivement de nouveaux membres sur demande à l'équipe de l'Association Climate Chance.

- Agenda commun

Définir l'agenda commun de la coalition en question, les prochaines étapes pour évaluer le chemin parcouru, les prochains événements pour se réunir ou présenter des avancées, etc.

**La coalition portant la présente feuille de route est copilotée par les organisations suivantes :**

CliMates ; Les Petits Débrouillards ; RAEDD ; Institut National Polytechnique – Houphouët-Boigny ; Ecole des Métiers de l'Environnement / UniLaSalle ; France Volontaires.